



NOTRE DOSSIER: GILETS JAUNES, SIX MOIS DE RÉVOLTE DES OUBLIÉS REPORTAGE

## A La Roche-sur-Yon, les «gilets jaunes» refusent pour l'instant «la stratégie du choc»

Ils ont été un millier de manifestants à avoir répondu à l'appel interrégional de La Roche-sur-Yon, pour l'acte XXV des « gilets jaunes » ce samedi 4 mai. Entre tirs de lacrymos et barbecue géant sur un rond-point, étrange ambiance dans un cortège qui légitime verbalement la violence, mais la réprouve dès qu'elle se manifeste physiquement.

Pierre-Yves Bulteau

4 mai 2019 à 20h17

**L**a Roche-sur-Yon (Vendée), envoyé spécial. - Il est peu avant 15 h, ce samedi. D'un coup, le ciel se charge au-dessus de la ville. Aux pieds de la statue de l'empereur, un bon millier de « gilets jaunes ». « *Ça y est ! lance un jeune homme dans la foule, on est dans le périmètre interdit.* » Par un arrêté préfectoral, pris la veille au matin, le Pentagone (nom du cœur de ville) et plus encore la place Napoléon sont interdits à toute forme de rassemblements et de manifestations, ce 4 mai entre midi et 22 h.

Face à la masse, un cordon de CRS composé d'une dizaine d'hommes. Les deux groupes se toisent. L'espace d'un instant, la sono se tait. Avant que ne retentisse, entre les bassins d'apparat de la place, un « *La rue est à qui ? À nous ! Waouh !* » Puis, le gros de la troupe se dirige vers la rue Clemenceau, artère centrale de la ville-préfecture de Vendée.

Comme si de rien n'était, les gilets jaunes suivent un tracé que seuls eux semblent connaître. Tous, sauf une poignée qui décide d'aller chanter face aux forces de l'ordre qui campent rue Joffre. L'un d'entre eux s'avance : « *Qu'est-ce que vous faites encore là ? On ne vous paie pas vos heures sup', vous n'êtes pas près de partir en vacances et vous êtes encore là, face à nous...* » Pour toute réponse, un homme cagoulé lance : « *Ne joue pas à ça avec moi, Yohan. Calme-toi et traverse la rue.* »

L'homme qui vient de parler s'appelle Laurent Dufour. « *C'est le nouveau commissaire de La Roche*, expliquait à Mediapart une heure auparavant James, gilet jaune de la première heure. « *Il a découvert les gilets jaunes en même temps que la ville et il est venu nous voir dès le début du mouvement*, reprend le quinquagénaire qui rentre juste d'un déplacement professionnel à Atlanta. *En retour, il a toujours été accueilli avec du café et quand, en décembre, il y a eu les premières pressions venues de la préfecture pour nous déloger des ronds-points, il a temporisé jusqu'à ce qu'on finisse, comme partout, par se faire dégager.* »



Lors de l'acte XXV des gilets jaunes, à la Roche-sur-Yon, le 4 mai 2019. © PYB

Depuis le 17 novembre, c'est une des spécificités du mouvement vendéen. *« Lors de toutes nos actions, confirme Gaëlle, elle aussi gilet jaune historique de La Roche-sur-Yon, la police a compris que nous étions plus dans la revendication festive et pacifique que dans l'action violente. Sauf à de rares moments de crispation, nous n'avons jamais eu de réels problèmes avec elle. »* À tel point que l'appel interrégional à se rassembler, ce samedi à La Roche-sur-Yon, n'a pas plu à tout le monde, dans les rangs vendéens.

Tous ont en souvenir ce 9 février, où le centre-ville était pour la première fois devenu l'épicentre d'une contestation d'ordinaire plus habituée à résonner dans les rues de Nantes ou d'Angers. En fin de cortège, les lacrymos avaient volé. En réponse, du matériel de chantier avait été incendié, des vitrines de banques vandalisées. Beaucoup étaient donc réticents à renouveler l'appel du jour même. D'autres ont estimé que dans *« le contexte de montée de la violence et, notamment des violences policières, la donne a changé et qu'il faut apprendre à résister et à se défendre »*.

C'est le cas de ce groupe d'une cinquantaine de manifestants, venus de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres. *« J'étais déjà là le 9 février, explique Franklin, 30 ans. Pourquoi ? Parce qu'ils nous gazent pour un rien. Parce que l'unique réponse de Macron à nos revendications est d'envoyer ses policiers. Parce que nous devons rester solidaires entre régions. »*

Cette montée de tension chez des manifestants, au départ et encore majoritairement pacifistes, James finit par la justifier à demi-mot. *« C'est un mal nécessaire. Ce qu'on a obtenu, c'est malheureusement à cause des affrontements. Cela fait vingt-cinq week-ends que l'on marche pacifiquement dans les principales villes de Vendée. Et pour quoi ? Croyez-vous qu'on aurait obligé Macron à ses deux prises de paroles si nous avions continué à tourner en rond ? »* L'interrogation posée, James laisse un silence, avant de répéter : *« Le black bloc est un mal nécessaire et, vous savez quoi, je préfère même que ce soit des professionnels de la violence qui fassent le sale boulot*

*que de voir des mamies se faire matraquer au sol. »*

Ils n'étaient pourtant pas nombreux, les membres du Bloc à défilé ce samedi, dans les rues de La Roche-sur-Yon. Plutôt désorganisé et peu suivis par les manifestants, en chasuble ou non. *« J'y vois une raison toute simple, anticipait ce matin celui qui se fait appeler Camille, un ancien black bloc vendéen, cheville ouvrière des mobilisations anti-G8 des années 2000 comme au début de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Il y a vingt ans, notre mot d'ordre et nos objectifs étaient clairs : nous voulions abattre le système et les dominants qui le servent et le protègent. Même si j'ai pris un peu de recul, de ce que je vois des blacks blocs dans les mobilisations de gilets jaunes, c'est une faiblesse et une désorganisation du mouvement. »*



Affrontements de fin de manifestation à La Roche-sur-Yon, lors de l'acte XXV des gilets jaunes. © PYB

Camille voit une explication principale à cela : *« Alors que nous détruisions un modèle pour en construire un nouveau, aujourd'hui, nous n'avons même plus cette vision possible de la "stratégie du choc" en ligne de mire. Nous n'en sommes plus à vouloir construire un autre modèle, mais à devoir atténuer l'effondrement. Stratégiquement, casser ne sert plus à rien. Laissons cela à nos politiques. Les citoyens ne sont plus dupes. Ce ne sont pas de supposés casseurs qui mettent la Pitié-Salpêtrière en danger, mais bien les attaques ultralibérales contre les services publics qui vont finir par casser l'hôpital. »*

En attendant, les premiers tirs de gaz lacrymogène retentissent aux environs de 15 h 15, rue Haxo, l'une des voies d'accès hyper protégée qui mène à la préfecture. *« Alors même que le 9 février dernier, la manif était passée devant le bâtiment sans que rien ne se passe, raconte Franklin. C'est clair, aujourd'hui, les flics ne sont là que pour protéger l'État et ses institutions, pas les citoyens. Vous allez même voir qu'ils vont laisser les casseurs dégrader le quartier des Halles, avant de lancer une nouvelle offensive. »*

Une grosse demi-heure après ses premiers tirs, et alors que le cortège s'étend calmement à l'intérieur du

Pentagone, une dizaine de jeunes en cagoule fait bifurquer le mouvement en direction des dites Halles, quartier en travaux où grilles métalliques et grosses pierres sont à portée de mains. « *Les gars, regardez ça, c'est cadeau, ça a été laissé pour nous* », se marre un des jeunes en noir qui renverse une à une les grilles, sous les réprobations d'une partie du cortège. Pendant que d'autres remplissent leurs poches de futurs projectiles.

« *Si la préfecture avait réellement voulu interdire l'accès au centre-ville, elle aurait dû mobiliser une dizaine de compagnies de CRS, croit savoir Pierre Regnault, ancien maire socialiste, battu en 2014 et aujourd'hui "macron-compatible". En tout cas, je ne sais pas comment le gouvernement va pouvoir se dépêtrer de ça. Cela semble parti pour durer.* » Alors qu'il finit sa phrase, une succession de charges repousse les casseurs et les centaines de manifestants encore présents aux abords de la place Napoléon.

Un moment de tension de même pas dix minutes, qui se soldera par trois blessés (un nez cassé, une oreille déchirée et une brûlure), immédiatement pris en charge par les *street medics* puis les pompiers, notamment pour une sérieuse brûlure au troisième degré.

« *Aux Flâneries ! On va tous aux Flâneries !* » Il est prêt de 16 h 30, et environ cinq cents gilets jaunes et quelques dizaines de black blocs se dirigent à pieds vers la zone commerciale la plus importante de La Roche-sur-Yon. Finalement, les vellétés s'arrêteront au niveau du rond-point du KFC, en travaux. Les dizaines de plots de protection sont anarchiquement dégomés à coups de pied ou servent de combustibles pour l'allumage d'un énorme feu dont les épais effluves noirs rendent l'air irrespirable.

S'ajoute à la suffocation des jets de plus en plus nourris de lacrymos. « *Je pense bien que, là, c'est l'attaque finale, tousse Gaëlle. Il y a six camions de CRS qui quadrillent la zone pour bien vérifier que nous enlevons bien nos gilets jaunes avant de partir. Même si c'est un peu la panique, encore une fois, il faut reconnaître que les flics sont plutôt cool avec nous. Ils auraient pu procéder à des interpellations, pour l'instant, ils ne le font pas.* »

Probable que l'indulgence soit moindre de la part des officiers de la brigade anticriminalité vis-à-vis des jeunes black blocs qui les affrontaient en toute fin d'après-midi, dans une atmosphère de plus en plus irrespirable.

**Pierre-Yves Bulteau**

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Stéphane Alliés et Carine Fouteau

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdrion, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

**Rédaction et administration** : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : Société Editrice de Mediapart

**Abonnement** : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.